

SECURITE PUBLIQUE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

**Bilan des versements d'archives du ministère de l'Intérieur,
de la sécurité intérieure et des libertés locales
conservés au Centre des Archives contemporaines
(au 31-12-2005)**

Les versements décrits ici constituent la suite de la sous-série F⁷ (police générale) conservée au CHAN.

Cabinet et services rattachés

Inspection générale de l'administration

Dossiers préparatoires et dossiers de travail pour les enquêtes conduites par les membres de l'IGA.

- 19950337 art. 19 Opération de maintien de l'ordre à l'occasion de la marche des sidérurgistes à Paris le 23 mars 1979.
- 19960135 art. 28 Attitude des forces de l'ordre lors de la manifestation du 3 juin 1983 à Paris.
art. 33-34 Opération de maintien de l'ordre à l'occasion de la marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars 1979. 1981.
- 20000265 art. 9 Sécurité dans les prisons. 1989-1990.
- 20010448 art. 8-9 Evaluation des plans départementaux de sécurité. 1996.
art. 19 Etude sur le maintien et rétablissement de l'ordre public. 1994-1995.

Service de l'information et des relations publiques

- 19860586 Rapports, dépêches et coupures de presse sur des personnalités et des événements politiques en relation avec le ministère de l'intérieur classés par thèmes.
art. 10-22 Sécurité, criminalité, terrorisme. 1972-1985.
- 19880338 Dépêches et coupures de presse classées par thèmes.
art. 10-14 Sécurité publique, statistiques sur la criminalité et l'insécurité. 1985-1987.

Direction générale de la police nationale

Cabinet du directeur général

- 19900597 art. 1-8 Fonctionnement, missions et résultats des services de police. 1973-1981.
art. 10-12 Maintien de l'ordre et protection des personnalités officielles françaises et étrangères. 1974-1979.
- 19910852 art. 1-2 Défense nationale et protection civile, OTAN, maintien de l'ordre. 1952-1980.
art. 4-8 Renseignements généraux, presse, audiovisuel, syndicalisme, activisme politique, enseignement, mai 1968, atteintes à la sûreté de l'Etat, grèves, autonomisme, grande criminalité, proxénétisme et drogue. 1950-1979.
- 19920427 art. 33-36 Sécurité publique et maintien de l'ordre, organisation des CRS et polices urbaines : dossiers de principe, rapports. 1944-1975.
- 19930005 art. 14-17 Activité des services de police. - Criminalité, délinquance juvénile et petite délinquance, insécurité, maintien de l'ordre, moeurs, police économique, toxicomanie. 1959-1979.

- 19970002 art. 25-41 Activités des polices urbaines dans quelques départements dont la Corse (services de police, autonomisme) et les départements d'outre-mer (synthèse des renseignements généraux) ; préfecture de police de Paris ; visite de services de police par M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité ; dossiers de policiers décédés en opérations ; affaires mettant en cause des policiers ; emploi des forces mobiles et opérations prévention-été. 1972-1995.
- art. 42-49 Commission Peyrefitte et comité d'étude contre la violence, la criminalité et la délinquance, cellules départementales de lutte contre le racisme, comité permanent de coordination en matière de lutte contre le terrorisme, groupe terroriste « Action directe », sondages politiques des renseignements généraux, conflits et manifestations (*Parisien libéré*, Larzac, Creys-Malville, manifestations lycéennes et décès de Malik Oussekiné, synthèses des phénomènes urbains et décès de Thomas Claudio à Vaulx-en-Velin, mouvance islamiste en France, communautés libertaires, grèves Air-France). 1975-1993.
- 19970496 art. 5-8, 15, 21-23, 28-31, 34-35, 37-43, 52 Manifestations publiques (sportives, culturelles, cérémonies...), mouvements sociaux, violences urbaines, sécurité routière. 1981-1995.
- 19980291 art. 19-25 Audiences de préfets et d'élus locaux auprès du directeur général de la police nationale (classement par départements). 1986-1993.
- 19990138 art. 36-39 Plans d'action pour la sécurité et plans locaux de sécurité. – Généralités (classement par départements). 1992-1997.
- art. 40-47 Plans départementaux de sécurité. – Généralités (classement par départements). 1993-1998.

Unité de recherche, d'assistance, d'intervention et de dissuasion

- 20030374 art. 29-35 Dossiers particuliers.- Conférence Trévi des commandants d'unités spéciales (1988), affaire Marillier (1989), Jeux olympiques d'Albertville (1992), Jeux méditerranéens en région Languedoc-Roussillon (1993), intervention à la maternelle de Neuilly-sur-Seine (1993), exposition "l'or des dieux - l'or du diable" (1994), coupe du monde de football (1998). 1989-1998.

Direction centrale de la sécurité publique

Rapports d'activités des services départementaux des polices urbaines.

- 19860128 art. 47-53 1981-1983.
 19860358 1985.
 19870458 1986.
 19880441 1987.
 19890521 1988.
 19900409 1989.

- 19940563
 art. 1-2 Minutiers. 1976-1983.

- art. 3-4 Bilans d'activités des polices urbaines, organisation et fonctionnement, moyens, personnels et syndicats. 1974-1990.
- art. 5 Maintien de l'ordre. 1983-1987.
- art. 6-7 Campagne de prévention en faveur des personnes âgées. 1987-1988.
- art. 8-9 Campagne de prévention en faveur des jeunes, centres de loisirs jeunesse. 1984-1987.
- art. 10-12 Dossiers d'organisation du service d'ordre des voyages officiels des personnalités politiques, 1980-1987 ; contrôle technique de services de police urbaine, 1988-1990.
- art. 13 Organisation et fonctionnement des polices urbaines des départements et territoires d'outre-mer : rapports de l'inspection générale de l'administration. 1974-1989.
- 19980548 art. 3-4 Préparation de la sécurité des jeux olympiques d'hiver d'Albertville de février 1991. 1987-1992.
- art. 7-8 Maintien de l'ordre, opérations programmées ou terminées, bilans : synthèses quotidiennes d'information. 1993-1994.
- 20050077 art. 1-6 Budgets des services de sécurité publique. 1986-1996.
- art. 7-23 Organisation, fonctionnement et activité des services de sécurité publique : loi sur la sécurité intérieure et la police de proximité (1990-1991), synthèses quotidiennes (1998-2000), plans d'action pour la sécurité (1989-1993), mesures particulières de renforcement de la sécurité (1991-1992). 1989-2000.

Service de coopération technique internationale de police

- 20050578 Dossiers du poste de coordination "ordre public" (PCOP) à l'occasion de la Coupe du monde de football en France en 1998.
- art. 1 Missions et fonctionnement. 1997-1998.
- art. 2-3 Dispositifs de sécurité. 1998.
- art. 4 Surveillance. 1998.
- art. 5 Bilan de la sécurité. 1998.

Direction centrale de la police aux frontières

- 20040346 art. 1-5 Synthèses d'activité quotidiennes. 1996-1999.
- art. 6-25 Flashs d'information journalière. 1997, 1999.
- 20050449 art. 1-5 Rapports d'activité. 1990-2002.

Service central des compagnies républicaines de sécurité

- 19870157 art. 1-26 Comptes-rendus techniques d'opération de maintien de l'ordre à l'occasion de manifestations publiques, visites et déplacements officiels, protection contre l'incendie. 1952-1976.
- 19890466 art. 5-6, 11-24 Activités spécifiques des CRS, maintien de l'ordre et de la sécurité publique lors de manifestations, fêtes, compétitions sportives, visites et voyages officiels, mutineries dans les prisons, sécurité routière, opérations

- "sécurité vacances" dans les stations balnéaires et de montagne, conflits avec la gendarmerie. 1945-1982.
- 19890672 art. 8-18 Activités spécifiques des CRS. - Maintien de l'ordre, protection des personnalités françaises et étrangères en voyage ou visite officiels, activités saisonnières, opérations "sécurité vacances", sécurité routière. 1953-1981.
- art. 19-22 Activités des CRS en Algérie. 1954-1962.
- 19900273 art. 1-2 Rapports moraux annuels. 1975-1985.
- art. 9 Synthèse de l'activité des maîtres nageurs sauveteurs. 1981-1986.
- 19930667 art. 3-8 Rapports moraux annuels (classement par années puis par groupements et compagnies). 1977-1990.
- art. 10 Activités des CRS. - Généralités, police routière, secours en montagne. 1964, 1983-1990.
- art. 11-13 Activités des CRS (suite). - Maintien de l'ordre public, affaires particulières par régions, protection et surveillance d'édifices publics en diverses occasions (procès Ibrahim Abdallah, guerre du Golfe, cérémonies du bicentenaire de la Révolution française et du XV^e sommet des pays industrialisés). 1976-1991.
- art. 14-20 DOM-TOM. - Déplacements, organisation, fonctionnement et activités des CRS, dans les départements et territoires d'outre-mer, (classement par départements et territoires). 1966-1990.
- art. 21-37 Etats statistiques d'activité globale, de circulation routière et d'effectifs. 1983-1991.
- 19940111 art. 1-6 Organisation, fonctionnement et activités des CRS. - Inspection et contrôle, personnel, matériel, cérémonies : textes de base, notes, rapports, circulaires et correspondances, tableaux et statistiques ; police routière, déplacements et activités de maintien de l'ordre ; emploi des CRS notamment en Algérie, 1952-1962, affaire "LIP", 1974-1978, Nouvelle-Calédonie, 1985-1986. 1941-1991.
- 19960182 art. 1-3 Notes, circulaires, correspondance générale, rapports, (classement par ordre chronologique). 1992-1993.
- 19990044 art. 1-11 Rapports techniques de synthèse concernant l'emploi des forces de CRS en cas de maintien de l'ordre (manifestations, grèves) ou de sécurité des manifestations officielles (visites officielles) (classement par ordre chronologique). 1976-1990.
- 19990420 art. 1-3 Rapports techniques de synthèse de l'emploi des forces de CRS (classement par ordre chronologique). 1990-1993.
- art. 4-5 Rapports moraux annuels des groupements de CRS. 1993-1994.
- 20000511 art. 10-19 Emploi des CRS lors de mouvements sociaux en métropole (mouvements des routiers, du personnel pénitentiaire, des agriculteurs, des marins-pêcheurs, des lycéens et étudiants ou troubles liés à des décès ou homicides) et dans les DOM-TOM (Tahiti, Réunion, Guyane, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie). 1980-1998.

Voir aussi la rubrique «Organisation de la police».

Les versements de la police de l'air et des frontières peuvent constituer des sources complémentaires. (voir, au sein de l'état des versements, le fonds de la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins, devenue en 1999 direction centrale de la police aux frontières).